



Abdoulaye Hamani/OCHA

Au sommaire

Sécurité alimentaire	P.1
Malnutrition	P.3
Mouvement de populations	P.4
Education	P.5

FAITS SAILLANTS

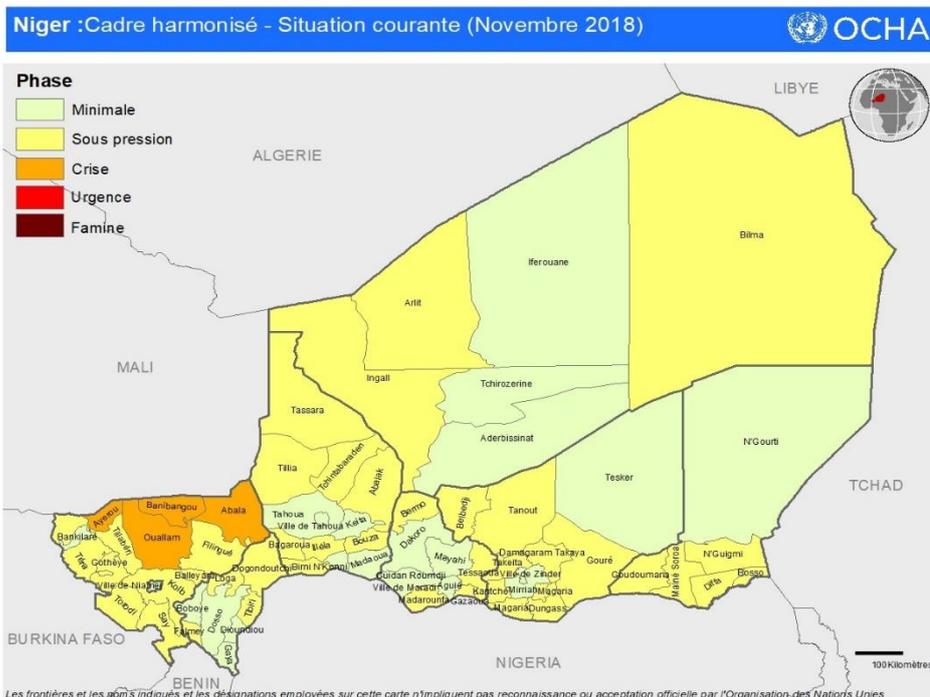
- La crise alimentaire affecte plus de 600 000 personnes
- Le taux de MAG est de 15.0%
- Près d'une cinquantaine d'écoles fermées dans les régions de Diffa et Tillabéri

CHIFFRES CLÉS

Personnes dans le besoin au Niger (HNO 2018)	2 300 000
Personnes ciblées au Niger (HRP 2018)	1 800 000
Nb. de personnes dans le besoin dans la région de Diffa (HNO 2018)	419 405
Nb. de personnes ciblées pour l'assistance humanitaire à Diffa (HRP 2018)	419 405

Plus de 600000 personnes en situation de crise alimentaire au cours du dernier trimestre 2018

Entre octobre et décembre 2018, il est estimé que 600 329 personnes seront en crise alimentaire¹ (phase 3 à 5) sur l'ensemble du pays d'après les derniers résultats issus des travaux du cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité tenus courant novembre 2018 à Niamey.



FINANCEMENT 2018

338 millions
Financement requis (US\$)

165 millions
Soit 48,8%
Financement mobilisé (US\$)

Selon les experts de la sécurité alimentaire, il s'agit de personnes avec des déficits céréaliers de plus de 50% ainsi que des ménages pastoraux ayant enregistré des fortes mortalités de leurs animaux suite aux inondations et des victimes d'autres chocs qui ne disposent pas des ressources conséquentes. Il faut ajouter à ces personnes, les populations des zones en insécurité impactées par les mesures

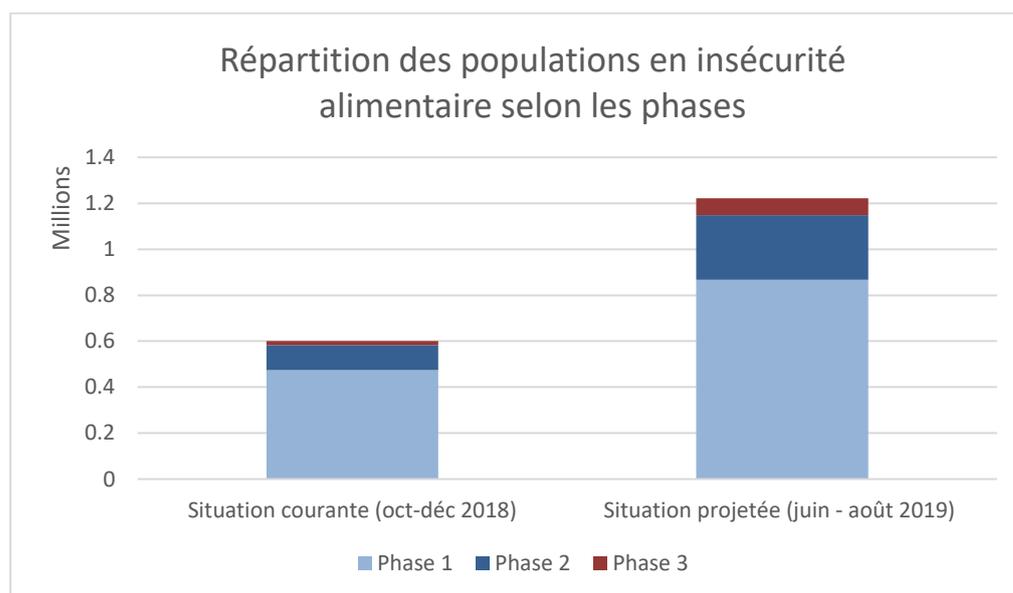
¹ Dans cet article crise alimentaire fait référence aux personnes en phase 3 (crise), phase 4 (urgence) et phase 5 (famine) du cadre harmonisé. Il s'agit de personnes qui sont incapables d'assurer leur sécurité alimentaire. Toutefois, il est à noter qu'aucune zone au Niger n'est ni en phase 4 ni en phase 5.

sécuritaires (fermetures des marchés, déplacements des villages, restrictions des mouvements des personnes et des biens...).

1,2 million de personnes seront en crise alimentaire pendant la soudure

Selon l'analyse du cadre harmonisé, le nombre de personnes en crise alimentaire va doubler pendant la période de la soudure (juin-août 2019) pour atteindre 1 221 943 personnes susceptibles d'être affectées par des hausses saisonnières à cause des fortes demandes en produits alimentaires.

Les projections sont encore plus importantes dans les zones du Lac Tchad, au Nord Tahoua et dans la zone du Liptako Gourma (région de Tillabéri), où la situation sécuritaire et les effets de l'état d'urgence pourront se traduire par des difficultés d'accès aux ressources alimentaires pour les ménages plus pauvres.



La réponse

Pour limiter la situation, les experts de la sécurité alimentaire recommandent :

- la mise en action immédiate d'une assistance alimentaire et nutritionnelle pour les 600.329 personnes en crise alimentaire pendant la période d'octobre à décembre 2018 ;
- la reconstitution des stocks de sécurité alimentaire en organisant les achats institutionnels en fin des récoltes ;
- la mise en œuvre précoce de l'opération « *vente des céréales à prix modéré* » dans les zones avec un déficit critique de production et les zones sous état d'urgence.

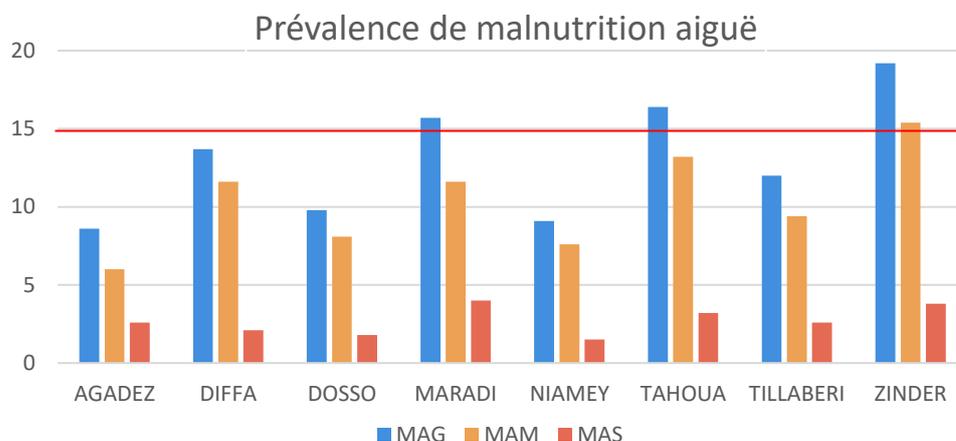
Dans le même temps, il sera nécessaire de faciliter l'accès humanitaire dans les zones sous tension (nord et ouest Tillabéri, nord Tahoua et autour du bassin du Lac Tchad) et de renforcer les capacités de résilience des populations.

Le plan de réponse humanitaire 2019 prévoit d'assister 676 082 personnes sur un total de 1,5 million de personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire au cours de l'année.

La situation nutritionnelle au Niger continue de stagner à un niveau critique

Selon les résultats de l'enquête nationale de Nutrition² réalisée en Octobre 2018, la prévalence nationale de Malnutrition Aiguë Globale (MAG) est égale à 15,0% alors que celle de Malnutrition Aiguë Sévère (MAS) se situe à 3,2%.

Trois régions, Maradi, Tahoua et Zinder, présentent une situation particulièrement préoccupante avec des prévalences de MAG au-delà du seuil de 15%. Ce seuil est défini par l'OMS comme seuil de sévérité critique avec des prévalences de MAS égales ou au-delà de 3,5%.



En comparaison avec les prévalences de la malnutrition aiguë qui avaient été obtenues en 2012³, aucune amélioration n'est observée et les tendances nationales continuent de stagner : en 2012 le taux de MAG se situait à 14,8% et la MAS à 3,0% contre respectivement 15,0% de MAG et 3,2% de MAS en 2018. Agadez est la seule région qui enregistre une amélioration significative (MAG = 8,6% en 2018 contre 11,8% en 2012).

Les résultats obtenus démontrent aussi une prévalence nationale de malnutrition chronique qui est égale à 47,8%, bien au-delà du seuil critique des 40%, et soit presque un enfant sur deux atteints de retard de croissance au Niger. La situation est particulièrement préoccupante pour les deux régions les plus peuplées du Niger que sont Maradi et Zinder où la prévalence de la malnutrition chronique dépasse 60%.

Diffa: situation préoccupante dans les départements de Mainé Soroa et N'Gourti

Si à l'échelle de la région, la situation nutritionnelle de Diffa⁴ est comparable à celle de l'année précédente avec une prévalence de MAG égale à 12,6% et une prévalence de MAS à 2,4% en 2018 (contre respectivement 13,9% de MAG et 2,5% de MAS en 2017), une détérioration importante a touché les départements de Mainé Soroa et N'Gourti.

Selon les résultats de l'enquête, la MAG se situe au 20,7% pour le département de Mainé Soroa et au 16,6% pour le département de N'Gourti. Les chiffres sont bien au-delà du seuil critique de 15%.

La MAS pour les deux départements se situe respectivement à 4,3% et 1,7%.

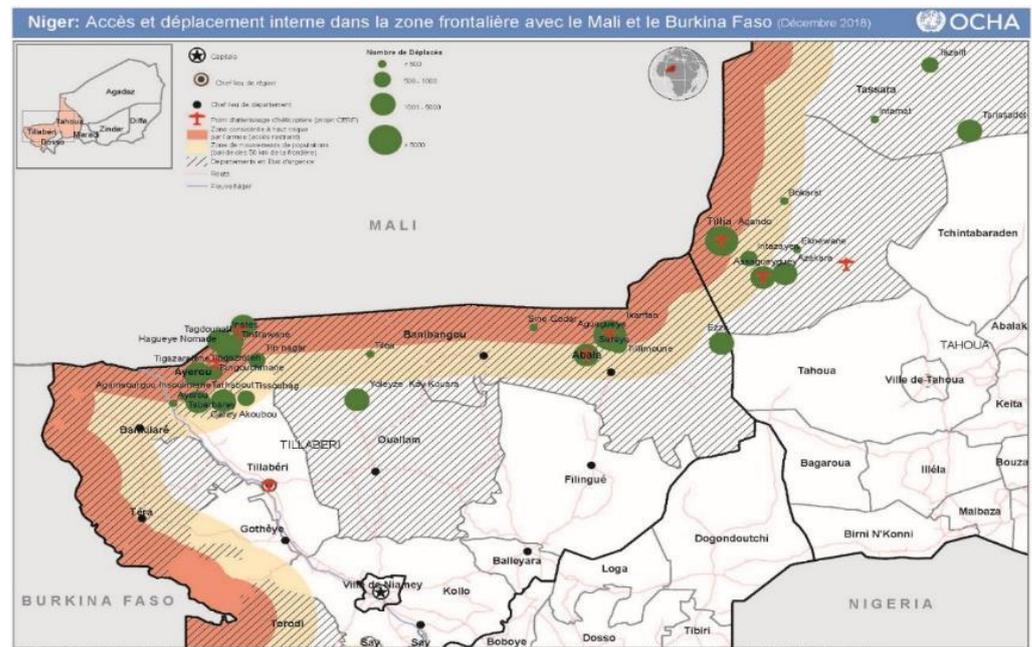
² Une enquête nationale de Nutrition, basée sur la méthodologie SMART (Standard Monitoring and Assessment of Relief and Transition) a été réalisée en Octobre 2018 par l'Institut National des Statistiques (INS) conjointement avec le Ministère de la Santé Publique et les partenaires techniques (Action Contre la Faim, APBE, ONG DIKO, PAM, Save the Children, UNHCR, UNICEF) et financiers (Gouvernement Canadien, ECHO, OFDA).

³ 2012 est l'année de référence pour la définition des cibles pour les indicateurs nutrition de l'assemblée mondiale de la santé

⁴ Pour la région de Diffa, l'enquête a collecté des données représentatives à l'échelle des départements (et des sites de déplacés et du camp de réfugiés de Sayam forage).

Tillabéri & Tahoua : poursuivre l'assistance en dépit des contraintes liées à l'accès

Depuis le début de l'année 2018, Tahoua et Tillabéri, régions frontalières du Niger avec le Mali, font face à une constante détérioration de la situation sécuritaire, provoquant un accroissement du nombre de personnes déplacées internes (PDI) dans les deux régions. Selon le **cluster protection**, entre janvier et octobre 2018, ce nombre est passé de 540 à 48 732 personnes, dont 15 982 personnes seulement dans la région de Tahoua. L'assistance humanitaire reste très difficile à cause de l'insécurité et des limitations liées aux opérations militaires en cours dans la zone.

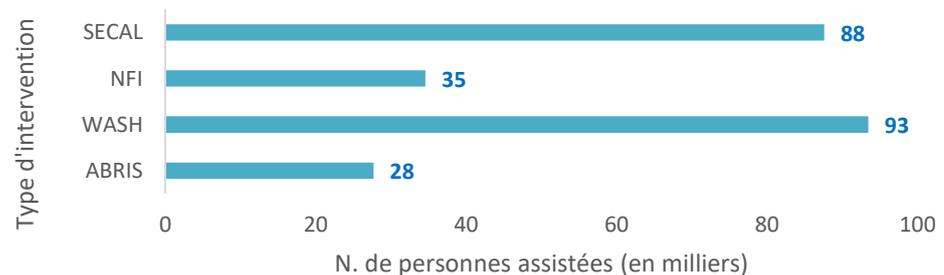


Des difficultés d'accès et des besoins croissants et pressants

Selon les résultats des évaluations, les besoins en protection, abri, vivres, eau potable, latrines, éducation et en articles non alimentaires se sont accrus avec l'augmentation des populations déplacées internes (PDI). Ces besoins sont devenus très pressants en dépit des efforts des acteurs humanitaires qui continuent à assister ces personnes **grâce au mécanisme de coordination civilo-militaire (CMCOORD) permettant l'ouverture de corridors humanitaires** pour pallier aux difficultés d'accès.

Fin octobre 2018, plusieurs salles de classes ont été incendiées par des personnes armées non identifiées, notamment dans les localités de Hité et de Bolsi, situées dans la commune de Torodi, près de la frontière avec le Burkina Faso.

Interventions du Mécanisme de Réponse Rapide (Rapid Response Mechanism -RRM) (janvier - novembre 2018)



Des gaps importants à combler

Une évaluation récente conduite par les acteurs humanitaires du 1er au 13 octobre 2018 dans la région de Tillabéri a révélé que 6783 personnes restent encore dans le besoin en biens non alimentaires (BNAs) et en vivres au niveau des villages de Tinagar, Tarhabout, Tissohe situés dans la commune d'Ayorou et le village de Talatat (40 km de Tangshman). D'autres zones dans les départements d'Abala, d'Ayorou, de Banibangou, de Tilia et de Tassara restent encore inaccessibles alors que les besoins se font pressants.

Pour continuer à assister les populations là où elles se trouvent, une opération d'assistance hélico-portée pour une durée de deux mois a été mise en place. Financée par le **Fonds central de réponse aux urgences humanitaires du Système des Nations Unies (CERF)** cette opération devrait permettre d'assister les populations à partir de deux sites d'atterrissage (Agando et Assagueyguey) identifiés pour la région de Tahoua et de quatre autres pour la région de Tillabéri (Inatès, Tangoushman, Ekrafan, et Saraye). Ces opérations nécessitent un important dispositif de sécurisation autour des sites d'atterrissage et aussi pour la conduite des activités d'assistance sur le terrain.

30 écoles fermées dans la région de Diffa et 18 autres à Tillabéri

La détérioration de la situation sécuritaire, à cause des activités des groupes armés non étatiques dans les régions de Diffa et de Tillabéri, fait peser de graves menaces sur le système scolaire.

L'éducation dans la région de Diffa était déjà affectée par les conséquences de l'insécurité qui sévit dans la région depuis février 2015. Selon les autorités éducatives régionales, depuis le début de l'année scolaire 2018-2019⁵, 30 écoles sont restées fermées dans la région de Diffa à cause de l'insécurité, ne permettant pas à 114 300 enfants, dont 43 071 PDI et 49 092 réfugiés, d'aller à l'école. Ces écoles sont situées dans les départements de Bosso, Diffa, Nguigmi et Mainé soroa. En plus, 44 écoles des communes de N'gourti, Goudoumaria et Chétimari ont fermé provisoirement à cause du faible effectif d'élèves présents.

Dans la région de Tillabéri, 33 écoles de la commune de Torodi ont temporairement suspendu leurs activités tandis que 18 autres situées dans les communes d'Ayorou (12) et d'Abala (6) ont dû fermer à cause des menaces et exactions des groupes armés non étatique opérant dans la région.

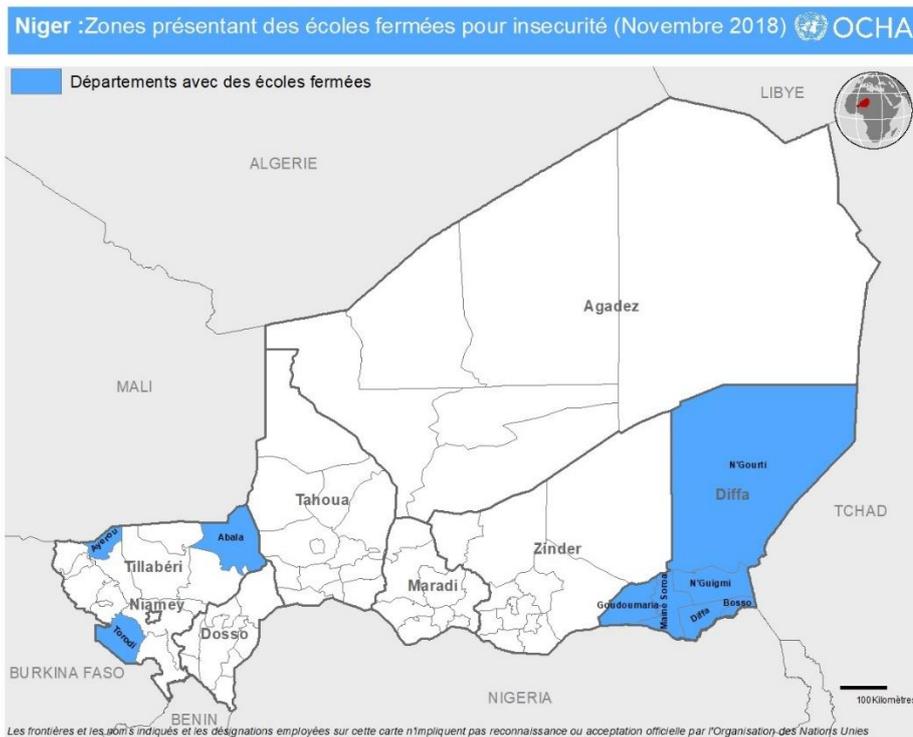
La réponse & les gaps

Dans le but de réassurer les populations effrayées et d'assurer la continuité des cours, les autorités ont pris des initiatives pour la sécurisation des zones et le regroupement des écoles dans les zones les plus calmes de la région de Tillabéri. Dans ces efforts, les sites de Bossey Bangou (8 classes en dur et 1 classe en semi dur avec 115 tables bancs) et de Tambolé (1 classe en dur, 4 classes en paillote et 1 classe en semi dur avec 45 tables banc) ont été retenus pour leur relocalisation.

La région a encore besoin de 86 salles de classes (en raison de 35 élèves par classe), 302 dortoirs (10 élèves par dortoir), 70 bornes fontaines (soit 1 borne fontaine par classe) et 70 latrines (soit 1 latrine par classe). Des besoins en biens non alimentaires et en nourriture (ration d'un trimestre) ont été également exprimés pour ces écoles.

⁵ L'année scolaire au Niger commence en Octobre.

A Diffa en revanche, les autorités ont mis en place un système grâce auquel 239 enseignants font la navette quotidienne entre leurs postes de travail et les grands centres pour assurer la continuité des enseignements.



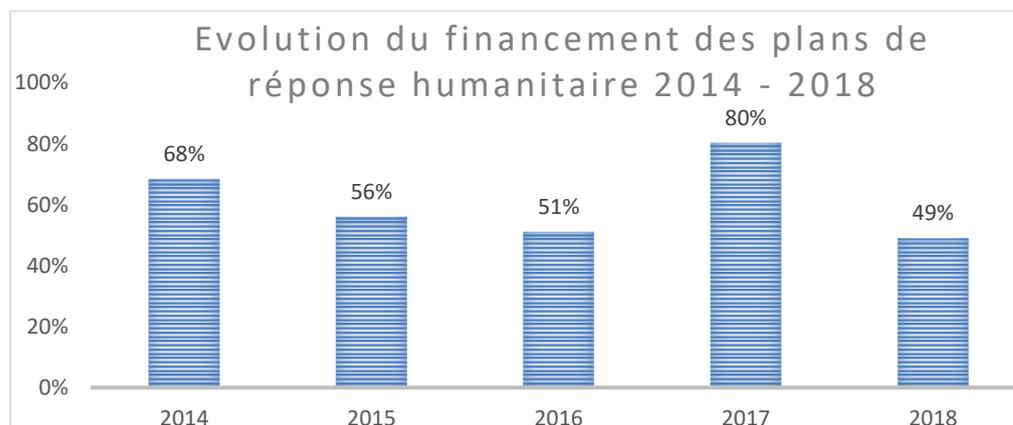
Le plan de réponse humanitaire 2018 financé à moins de 50%

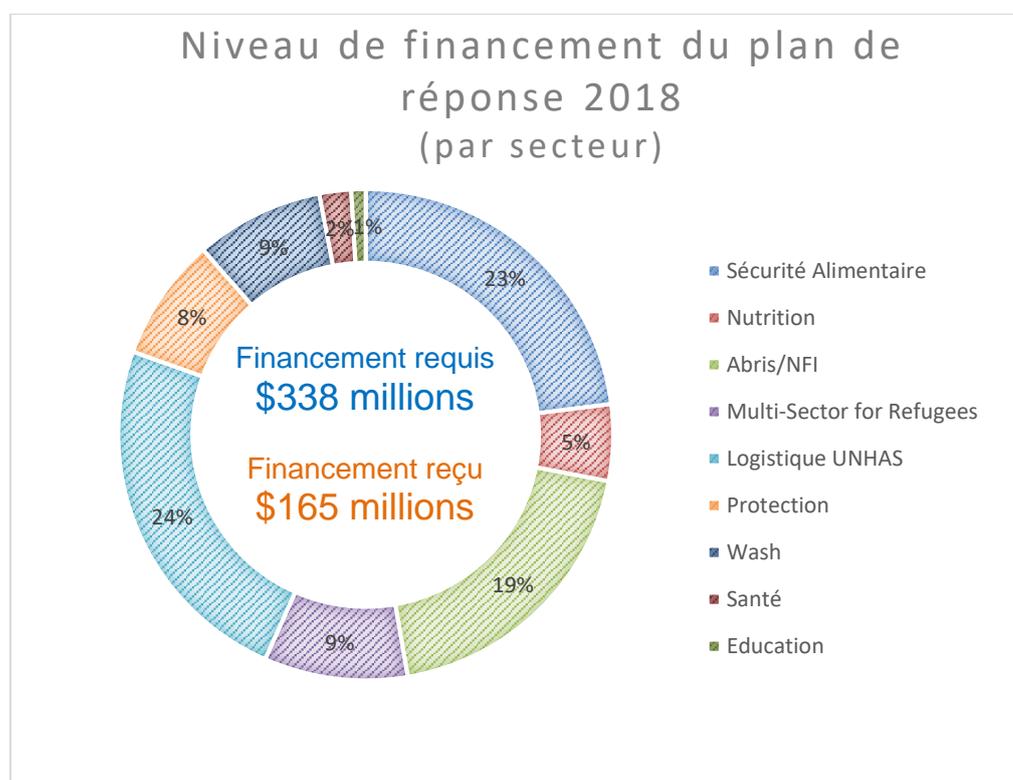
Au 12 décembre, le financement du Plan de réponse humanitaire 2018 n'était que de 165 millions de dollars, **soit 48,8% du budget prévu**, l'un des financements les plus faibles de ces cinq dernières années.

Pour rappel, 338 millions de dollars étaient demandés pour répondre aux besoins des personnes vulnérables au cours de l'année 2018.

En 2017, à la même période, le taux de financement s'élevait à 81%. Aucun des secteurs n'a atteint 50% de financement alors que nous approchons de la fin de l'année 2018.

A part les secteurs de la sécurité alimentaire (23%), de la logistique (24%) et abri/biens non alimentaires (19%), tous enregistrent moins de 10% de taux de financement.





Planification humanitaire 2019

Cette année encore, le Niger fait face à d'importants défis humanitaires auxquels le gouvernement avec l'appui de ses partenaires humanitaires devra trouver des réponses. Réunis en atelier de planification humanitaire les 31 octobre et 1^{er} novembre dernier à Niamey, les acteurs humanitaires venus de tous les horizons du pays ont procédé à une évaluation des besoins humanitaires y compris ceux des réfugiés pour l'année 2019.

Comme en 2018, le pays reste confronté à cinq problématiques humanitaires principales : l'insécurité alimentaire, la malnutrition, les inondations, les épidémies et les mouvements de populations.

En plus de la question multisectorielle qui concerne les réfugiés, l'analyse fait également un focus sur les régions de Diffa, Tillabéri et Tahoua, en lien avec les nouvelles crises consécutives à l'insécurité au Sud-est et Sud-ouest du pays.

D'après les résultats préliminaires de cette analyse, les acteurs humanitaires estiment que 2,3 millions de personnes ont des besoins humanitaires au Niger dont 469,000 personnes à Diffa, 308 000 à Tahoua et 367 000 à Tillabéri. Ces trois régions comptent pour 50% des personnes dans le besoin au Niger. Au total, les acteurs humanitaires ciblent 1,7 million de personnes pour un coût de l'ordre de 383 millions USD.

Les interventions se feront sur la base de la vulnérabilité et non du statut. Aussi pour les problématiques d'ordre structurel (insécurité alimentaire, malnutrition, inondations, épidémies), les acteurs s'accordent pour n'intervenir en urgence qu'en période de pics observés à certains moments de l'année.

En Bref...

9,3 MILLIONS US\$ DU FONDS CERF AFIN D'APPUYER LA REPONSE HUMANITAIRE AU NIGER

Le Fonds central de réponse aux urgences humanitaires du Système des Nations Unies (CERF) octroie au Niger un montant total de **9,3 millions dollars** américains pour répondre aux besoins pressants des personnes déplacées internes (PDI) dans les régions de Tillabéri et de Tahoua et lutter contre l'épidémie de choléra qui sévit dans le pays.

Les fonds ainsi alloués permettront de financer une dizaine de projets au profit des populations déplacées dans les régions de Tillabéri et de Tahoua, notamment dans les secteurs de l'eau-hygiène et assainissement (18% de l'enveloppe globale), de la sécurité alimentaire et du développement des moyens de subsistance (25%), de la protection (environ 29%), de la santé (10%) et de la logistique (17%). Une partie des fonds sera utilisée pour lutter contre l'épidémie de choléra en cours au Niger.

Plus de 42 000 PDI se sont installées dans les régions de Tillabéri et de Tahoua depuis le début de cette année. Elles fuient les incursions de groupes armés non étatiques et les conflits intercommunautaires dans les villages et campements situés le long de la frontière avec le Mali. En dépit des efforts du gouvernement et des partenaires humanitaires, les besoins restent importants et concernent la nourriture, l'eau-hygiène-assainissement, les abris, la protection, la santé et l'éducation.

Depuis le 5 juillet 2018, le pays fait face à une épidémie de choléra qui a affecté 3751 personnes et causé 74 décès (létalité 2%) au 14 octobre. Par rapport à la même période en 2017, 1 seul cas de choléra avait été enregistré. Ce nombre de cas est parmi les plus élevés jamais notifié au cours d'une si courte période (juillet-octobre 2018) selon l'OMS.

La mise en œuvre des projets sera assurée par les agences du Système des Nations Unies en collaboration avec les services techniques de l'Etat et/ou à travers des partenariats avec d'autres acteurs humanitaires sur le terrain, notamment les ONG.

LES AUTORITES DECLARENT UNE EPIDEMIE DE POLIOVIRUS AU NIGER

Alors que l'on croyait le poliovirus éradiqué, l'épidémie refait surface avec la récente notification de cas circulants dans les districts sanitaires de Magaria et de Tanout (région de Zinder). Le 5 octobre dernier, le Ministère de Santé Publique a qualifié l'épidémie d'urgence de santé publique de portée nationale et internationale .

Le dernier cas de Poliovirus avait été enregistré en juillet 2013 à Diffa. L'avant dernier cas avait été découvert dans le village de Laba dans le district sanitaire de Keita (région de Tahoua) en novembre 2012. Tous ces cas ont fait l'objet d'une réponse avec l'organisation de campagnes de Journées Nationales et Locales de Vaccination.

Au 29 Octobre 2018, sept cas avaient été détectés dans trois districts sanitaires : Magaria (5 cas), Dungass (1 cas) et Tanout (1 cas). Ces cas sont tous liés à des cas du Nigeria, notamment à Jigawa et Katsina.

Pour endiguer l'épidémie, les autorités sanitaires avec l'appui des partenaires ont conduit une campagne de vaccination d'octobre à novembre 2018 en vue de renforcer l'immunité des enfants de moins de 5 ans contre le poliovirus. Au total,

1 514 108 enfants ont été vaccinés pour une cible de 1 459 447 enfants, soit un taux de réalisation de 104% au niveau régional.

Cette campagne visait aussi à administrer le vaccin antipoliomyélitique oral (VPO) à 100% des enfants de 0 à 59 mois dans les onze districts sanitaires de la région de Zinder, à informer davantage plus de 90% des parents dans ces districts, à réduire à moins de 2% la proportion d'enfants non vaccinés et à conduire le monitoring dans tous les districts de la région.

Il est important de rappeler qu'en août 2016, 4 cas de Poliovirus de type 1 ont été enregistrés dans l'Etat de Borno au Nigéria. Des risques de transmission du poliovirus sauvage dans les pays du bassin du lac Tchad (Niger, Nigéria, Cameroun et Tchad) étaient à l'époque importants.



Julie Langelier / OCHA

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Dieudonné Bamouni, Chef de Bureau
dieudonneb@un.org, Tél. (+ 227) 96 00 94 98

Emanuele Cidonelli, Chargé de l'information publique et du plaidoyer
emanuele.cidonelli@un.org, Tél. (+227) 99 71 71 39

Boubacar Hamani Abdoulaye, Chargé de l'information publique associé
boubacarhamani@un.org, Tél (+227) 97 86 96 15

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur
www.unocha.org/niger | www.unocha.org | www.reliefweb.int